

# Dialogue Social ESID

04 Novembre 2020

COMPTE RENDU

## Une direction qui assume les nouvelles restructurations à venir

Lors de cette réunion de dialogue social, les représentants CGT ont échangé en toute franchise avec Monsieur Roland Boutin, le directeur de l'ESID de Brest et l'équipe de direction.

Au préalable, la CGT avait fait parvenir 12 thèmes qui ont tous été abordés au cours de cette rencontre.

Étaient présents la CGT, CFDT, FO et UNSA. Seuls la CGT et la CFDT ont lu une déclaration liminaire.

Le directeur a répondu aux déclarations liminaires, tout en étant parfois agacé par leur contenu.

Il a indiqué être fondamentalement attaché au bien être des salariés, ajoutant qu'il n'avait pas une vision comptable des activités de l'établissement.

Il assume par ailleurs totalement les recrutements de salariés contractuels.

Le directeur a tenu à remercier l'ensemble des équipes, à propos du travail effectué pendant la crise Covid.

Il souhaite que l'activité continue, tout en protégeant les personnels et indique ne pas être contre le télétravail. Du fait du manque de personnels, il a admis que certains pouvaient être « en surchauffe ».

**Commentaire CGT :** ce n'est plus de surchauffe dont il s'agit, mais plutôt de ras le bol de voir s'empiler restructurations-réorganisations successives, et qu'au final, cela n'améliore pas la qualité du service rendu, et surtout, complique et fait perdre son sens au travail.



## Suppressions et créations de postes

Comme évoqué dans le Flash Info CGT du 05 novembre, l'annonce la plus importante est la suppression envisagée de 23 postes pour l'ESID de Brest, alors qu'au niveau national, le SID prévoit d'en supprimer 300 à l'horizon 2025.

Pour Brest, il est fort probable que ces postes soient supprimés à partir de 2021, soit très bientôt. Ces 23 postes ne devraient pas être des emplois vacants, mais bien des postes occupés par des personnels.

Il est fort à craindre que le personnel des régions paie à nouveau le prix fort de ce plan social. La CGT a annoncé au directeur qu'elle ne pourra accepter de nouvelles suppressions de postes au sein de l'ESID.

Au moins 59 postes ont déjà été supprimés entre 2017 et 2020, ça suffit ! S'il est prévu environ 15 recrutements, c'est dans les domaines Cyber; environnement et nucléaire. Pour la CGT, cela ne change en rien la situation des salariés qui perdront leur poste.

**Commentaire CGT :** Cet énième plan de restructuration est un nouveau coup de poignard pour les salariés, qui depuis de nombreuses années, donnent tout pour le travail, et voilà comment l'administration les remercie.

Si ce nouveau plan social passe, d'autres suivront comme depuis de nombreuses années.



## Attractivité des postes – Précarité – Fidélisation

Le directeur explique qu'ayant du mal à recruter aux statuts fonctionnaires et ouvriers d'état, il recrute des Agents Sous Contrat (ASC). C'est notamment le cas à l'Île Longue où il est encore plus difficile d'attirer et de fidéliser le personnel sur le site, au vu des contraintes.

C'est une des raisons pour lesquelles la CGT a lancé une pétition en ce début d'année, afin de réclamer la revalorisation de la prime de traversée pour tous. Cette pétition est d'ailleurs toujours en circulation que nous vous invitons à signer et faire signer.

**Commentaires CGT :** entre le gel des augmentations de salaires, les déroulements de carrières peu de chagrin, le peu de reconnaissance et la dégradation des conditions de travail, il ne faut pas s'étonner que l'ESID, comme d'autres établissements, ait des difficultés à recruter et à fidéliser le personnel.



## Télétravail

A ce sujet, on a senti un directeur prudent qui dit « ne pas être contre le télétravail », mais en même temps, fournit des arguments allant contre cette organisation du travail forcément d'actualité avec la crise sanitaire.

**Commentaires CGT :** Il faut faire la différence entre « le télétravail » qui est très réglementé, et « le travail à la maison », qui est une réalité pour ceux parfois contraints de travailler à la maison, sans que cela soit clairement encadré. Cela entraîne des dérives sur les plages horaires, les horaires tardifs du soir et du week-end, ou encore la surcharge de travail. La CGT revendique que le télétravail soit sur volontariat, très encadré comme le prévoit la réglementation, et que les membres du CHSCT exercent leur regard sur chaque situation individuelle de télétravail.

Vous avez des interrogations sur le télétravail, n'hésitez pas à nous contacter.



## Activités des prochaines années

Sur les 5 prochaines années, l'ESID prévoit de nombreux investissements sur les sites de la BDD, aussi bien en constructions neuves, rénovations-réhabilitations, extensions, mises aux normes, etc.

Ce programme ambitieux peut certes rassurer, mais sans les moyens humains nécessaires, ces prévisions ne sont pas réalisables.

Il faut donc investir dans les recrutements à statut et donner envie aux salariés de venir travailler pour l'ESID.



## Amiante

La formulation des attestations d'exposition à l'amiante ayant évolué, la CGT a demandé au directeur les raisons de ce changement.

Il indique qu'il ne bloque pas les dossiers, et que cette nouvelle appellation ne pose pas de problèmes.

Pour la CGT, les salariés concernés n'ont pas à prouver qu'ils ont travaillé au contact de l'amiante, puisque c'est malheureusement une réalité pour beaucoup d'entre eux. **Le drame est bien qu'ils aient pu être exposés à cette fibre tueuse, ce qui n'aurait jamais dû se produire.**



## Fusion service Indus et Inv

Le directeur confirme à la CGT que ce sujet est en réflexion, mais se dit partagé. L'objectif serait de « mieux travailler, mais pas de réduire les effectifs ». Une feuille de route pourrait sortir début 2021 et les personnels concernés seraient impliqués avant toute décision.



## Effectif des personnels civils - Période 2014/2020

Les planches projetées démontrent clairement une baisse très significative de la population des ouvriers d'état, une montée du nombre de personnels de catégorie A et plus particulièrement de ceux en catégorie B.

Au fil des nombreuses restructurations, la CGT ne peut que constater que « les mecs en bleu » se font de plus en plus rares à l'ESID.

Quel gachis, puisque la travail est sous traité, et au final, le coût est plus important.

Cela engendre bien sur une perte des connaissances acquises et transmises de générations en générations.



## Pyramide des âges

Ce graphique démontre que la moyenne d'âge du personnel reste élevée.

Il faut réellement prendre à bras le corps ce sujet sensible, d'autant plus que de nombreux personnels sont appelés à partir en retraite ces prochaines années.

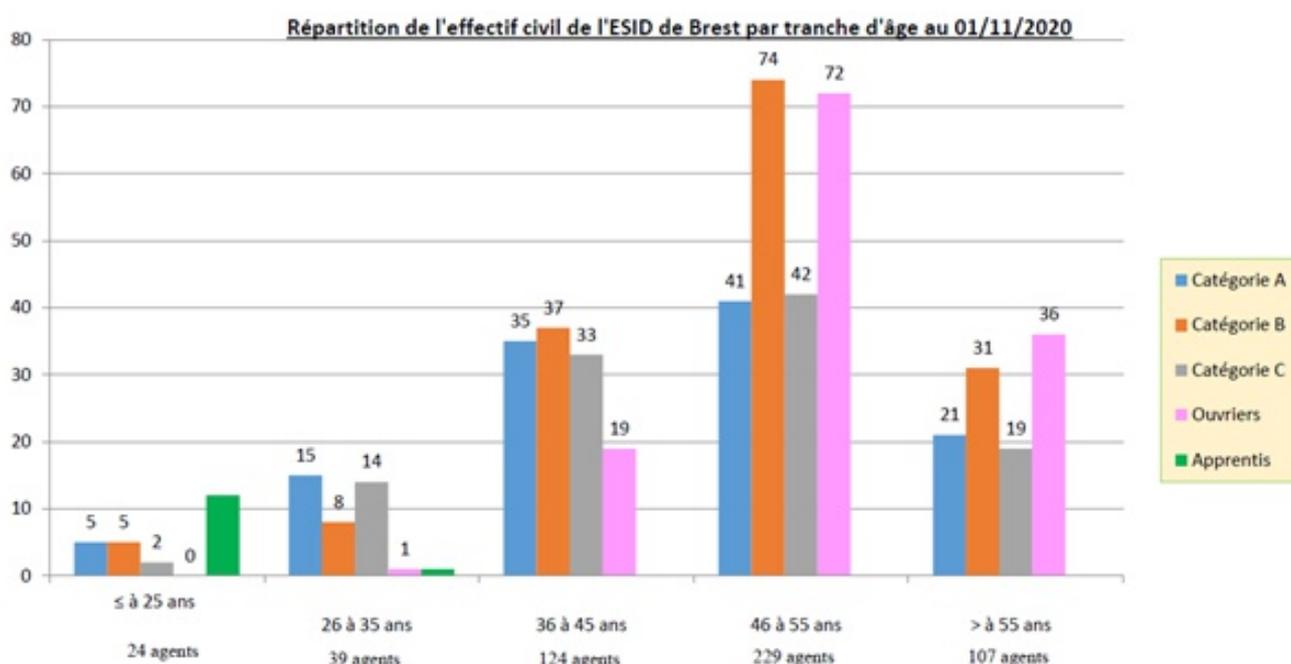
La CGT souligne que 107 salariés ont 55 ans et plus.

C'est une des conséquences des réformes des retraites que certaines O.S ont accompagnées.

Soit certains n'ont pas le choix de partir plus tard, soit d'autres prolongent leur carrière en raison du montant très insuffisant de leur futur pension de retraite qui ne leur permettrait pas de vivre dignement.



## Effectifs par âge par catégorie



## Prime COVID

A cette question de la CGT, le directeur nous informa qu'elle a été attribuée à des civils et militaires en fonction de certains critères, notamment aux personnels qui ont été très sollicités pendant la 1ère vague Covid, soit dans les domaines RH, SST, SIC et la Div ILO.

**Commentaires CGT :** Nous trouvons aberrant que des primes dites Covid soient attribuées au personnel qui n'est pas directement impliqué pour s'occuper de malades Covid et de tenter de sauver des vies en risquant la sienne. Pour la CGT, c'est même choquant comparé aux personnels des hôpitaux.

## Conclusion

Cette rencontre aura permis à la délégation CGT de faire remonter à l'équipe de direction divers sujets de mécontentement et de préoccupation. Dans une ambiance parfois lourde et tendue, nous avons tout de même pu nous exprimer sur l'ensemble des sujets présentés et ceux amenés par la CGT.

Une chose est sûr, le SID continue sa mue en se réorganisant sans cesse. Les salariés sont toujours les 1ers à payer les conséquences de ces décisions, que ce soit en terme de suppressions de postes, de surcharge de travail et de dégradations de leurs conditions de travail.

Cela provoque également un mal être qui ne peut être nié, avec toutes les conséquences que cela engendre sur la santé mentale et physique des agents.

La CGT n'acceptera jamais cette politique et appelle les salariés à échanger, débattre, s'organiser et interpeller les représentants des organisations syndicales pour se battre contre ces reculs sociaux.

La direction nous ayant interdit de diffuser les planches présentées en séances, la CGT pourra vous en faire parvenir certaines, il vous suffit de nous le demander.



Vos représentants à  
cette réunion de  
dialogue social ESID

Frédéric Trébaol  
Yann Castel



CGT Arsenal de Brest





## Réunion de dialogue social de l'ESID de Brest du 4 novembre 2020

### DECLARATION LIMINAIRE **CGT**

Monsieur le directeur, Mesdames, Messieurs,

Voilà 10 ans que la valeur du point d'indice de la fonction public et les bordereaux de salaires sont bloqués. Voilà 12 ans que divers plans gouvernementaux ont été mis en œuvre sous le dogme de la réduction des déficits publics. Le ministère de la défense, puis des armées, a été particulièrement touché par ces politiques comptables de suppressions massives d'emplois, de fermetures de services et d'établissements.

Les suppressions de postes, d'emplois, les fermetures, restructurations, réorganisations, désorganisations, ont toujours aujourd'hui de multiples conséquences. La 1<sup>ère</sup> que la CGT retient est celle de la forte dégradation des conditions dans lesquelles les salariés travaillent, civils comme militaires d'ailleurs. Conséquences qui ont entraîné et entraînent toujours une propagation du mal être au travail. L'humain est au cœur de ce système qui sournoisement broie des femmes et des hommes. Combien d'entre eux viennent au travail la boule au ventre, parfois contraints de prendre des médicaments pour les aider à surmonter cette situation.

La question du sens du travail est de plus en plus présente. L'incompréhension fait face à un quotidien de plus en plus incertain. Cet ensemble de restructurations, de décisions multiples, a entraîné une réelle perte de repères individuels et collectifs. Alors, l'administration a mis des pansements sur une jambe de bois comme par exemple les groupes de travail RPS.

A ces mêmes salariés, l'administration agite de temps à autres des plans comme SID 2020, CAP 2022, qui ne sont que des outils au service des restructurations, mais rassurez-vous, c'est également le cas dans d'autres chaînes d'emplois de notre ministère. Comme si cela ne suffisait pas, la loi de modernisation de la fonction publique a commencé à faire ses premiers dégâts. Fin des prérogatives des élus pour l'avancement des fonctionnaires au sein des CAP, créant ainsi un flou total dans l'attribution du peu d'avancement à octroyer. Fin programmée des CHSCT, seule instance dans laquelle les représentants des salariés peuvent librement exercer leur mandat pour la protection de la santé, de la sécurité et du bien-être des salariés.

C'est aussi, le recours généralisé à l'emploi précaire avec toutes les conséquences néfastes que cela induit. Et dire que des organisations syndicales de salariés ont apporté leur soutien clair et net à cette loi, qui à terme, ne fera que détruire des pans de notre service public.

Depuis toutes ces années, y compris pendant la 1<sup>ère</sup> crise Covid du printemps, les salariés de l'ESID continuent malgré les difficultés à assurer leurs missions, à faire leur travail, mettant parfois leur santé en jeu. C'est aussi cela le sens du service public, ce n'est pas simplement atteindre des objectifs financiers, coûte que coûte.

Lors de la venue de la SGA à Brest, vous avez annoncé que l'ESID de Brest n'attendra pas pour supprimer des postes, déclinant des 300 que le SID veut supprimer à l'horizon 2025. Nous attendons donc de vous entendre sur ce sujet brûlant, d'autant plus qu'il manque déjà des personnels sur de nombreux postes ne trouvant pas preneur. A cela, il faut ajouter la moyenne d'âge élevée des personnels, ce qui induit de nombreux départs à la retraite ces prochaines années. C'est pourquoi, la CGT revendique à nouveau des embauches sous statut fonctionnaire et ouvriers d'état, permettant ainsi de fidéliser au mieux les futurs salariés de l'ESID et ainsi, de créer des filières de connaissance pour la transmission du savoir.

La CGT vous le dit tranquillement, l'ESID a besoin des régies et de ces personnels sans lesquelles plusieurs missions ne pourraient être effectuées comme elles le sont actuellement. L'ESID a d'ailleurs besoin de tous ses agents, quel que soit leur statut, leur spécialité et leur domaine d'activité. La CGT n'acceptera pas que de nouveaux emplois soient supprimés. Cela suffit ; nous sommes arrivés au bout du bout.

La surcharge de travail est une des conséquences des suppressions d'emplois et c'est aujourd'hui comme un « mode de travail » quasi-normal alors que c'est mauvais pour la santé des personnels, mauvais pour les établissements. C'est pourquoi il faut embaucher, former, pour assurer les missions de l'ESID et mettre un terme aux externalisations d'activités et à la politique de précarisation de l'emploi qui est néfaste pour les salariés, les activités et la société toute entière.

Je vous remercie de votre attention.